

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 décembre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3642)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 495

présenté par

M. David Habib, Mme Santiago, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret,
M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. Hutin,
Mme Jourdan, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy,
Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux,
M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et
Mme Victory

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Défense »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Environnement et prospective de la politique de défense	0	1 297 700
Préparation et emploi des forces	1 297 700	0
Soutien de la politique de la défense	0	0
Équipement des forces	0	0
TOTAUX	1 297 700	1 297 700
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

La mission « Défense » prévoit pour 2021 une dotation en gazole de 25 954 793 (correspondant à 19 559 m³) pour nos forces armées, en légère augmentation par rapport au PLF 2020.

Le Gouvernement table sur un prix du pétrole de 44 dollars. Cette prévision ne tient pas compte de la grande volatilité des cours du baril liés à l'évolution du marché mais aussi aux risques économiques internationaux. En effet, les incertitudes géopolitiques pourront avoir un effet haussier sur les prix du pétrole et sont susceptibles d'entraîner une augmentation substantielle des dépenses de carburant de nos forces armées.

Cet amendement propose donc d'augmenter de 5 % la dotation « gazole » allouée à nos forces armées, soit 1 297 700 euros, pour tenir compte des incertitudes et risques internationaux qui pourraient affecter le prix du pétrole. L'hypothèse que nous retenons étant une légère augmentation des prix du pétrole fin 2021 due à la reprise des échanges commerciaux.

Ainsi cet amendement :

- flèche 1 297 700 euros de crédits de paiement supplémentaires vers l'action « logistique et soutien interarmées » (au sein du programme « préparation et emploi des forces ») ;
- et réduit de 1 297 700 euros les crédits de paiement de l'action « relations internationales et diplomatie de défense » (au sein du programme « environnement et prospective de la politique de défense »).